



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/2001/L.91
20 avril 2001

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-septième session
Point 18 de l'ordre du jour

FONCTIONNEMENT EFFICACE DES MÉCANISMES
DE PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

Albanie^{*}, Allemagne, Australie^{*}, Bulgarie^{*}, Canada, Danemark^{*}, Espagne, Finlande^{*},
Hongrie^{*}, Islande^{*}, Lituanie^{*}, Malte^{*}, Mexique, Nouvelle-Zélande^{*}, République
slovaque^{*}, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord : projet de résolution

2001/... Les droits de l'homme et les procédures thématiques

La Commission des droits de l'homme,

Considérant que les procédures thématiques établies par la Commission pour examiner les questions relatives à la promotion et à la protection de tous les droits de l'homme, qui constituent une réalisation majeure et représentent un élément essentiel de l'action que mène l'Organisation des Nations Unies pour promouvoir et protéger les droits de l'homme reconnus sur le plan international, jouent un rôle important parmi ses mécanismes de surveillance des droits de l'homme,

^{*} Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur des commissions techniques du conseil économique et social.

Soulignant l'importance de l'impartialité, de l'objectivité et de l'indépendance des procédures thématiques ainsi que la nécessité d'accorder l'attention voulue aux violations des droits de l'homme où qu'elles puissent se produire,

Notant avec satisfaction qu'un nombre croissant de gouvernements ont établi des relations de travail avec la Commission au titre des procédures thématiques, en particulier sous forme d'invitations à effectuer des visites, de réponses à des demandes de renseignements et de mise en œuvre de recommandations, et que de nombreuses organisations non gouvernementales ont également établi des relations de travail au titre des procédures thématiques,

Se félicitant de ce qu'un certain nombre de gouvernements ont annoncé qu'ils accéderaient toujours aux demandes de visites émanant de procédures thématiques et invitant d'autres gouvernements à envisager de faire de même,

Rappelant la résolution 53/144 de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1998, par laquelle l'Assemblée a adopté la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, et rappelant sa propre résolution 2000/61 du 26 avril 2000 sur la mise en œuvre de la Déclaration,

Insistant sur l'obligation qu'ont tous les gouvernements de ne pas soumettre les individus ou organisations et groupes de personnes qui ont fourni des renseignements au titre de procédures spéciales à un traitement défavorable par suite de cette démarche,

Rappelant que les dispositions de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies sont applicables aux travaux effectués, dans l'exercice de leurs fonctions, par les experts relevant du système de procédures spéciales,

Rappelant également toutes ses résolutions relatives aux droits de l'homme et aux procédures thématiques,

Rappelant en outre :

- a) Les recommandations relatives aux procédures thématiques, qui figurent dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés en juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tendant à renforcer les procédures spéciales;
- b) Le programme de réformes de l'Organisation des Nations Unies présenté par le Secrétaire général (A/51/950 et Add.1 à 7), où il est préconisé d'intégrer les droits de l'homme dans les activités de l'Organisation;
- c) Le rapport du Groupe de travail intersessions, à composition non limitée, sur le renforcement de l'efficacité des mécanismes de la Commission (annexe à la décision 2000/109 de la Commission),

Sachant que le Secrétaire général a demandé à la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'examiner les mécanismes relatifs aux droits de l'homme et de formuler des recommandations sur les moyens qui permettraient de les rationaliser et d'améliorer leur efficacité, en vue de renforcer, notamment, les procédures spéciales,

Se félicitant de l'organisation, par la Haut-Commissaire, de réunions annuelles des titulaires de mandat, comme l'avait recommandé la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, et des efforts visant à coordonner les activités relevant des différents mandats se rapportant aux interventions d'urgence, aux missions sur le terrain et aux réunions et consultations pertinentes, dans le souci de renforcer leur efficacité au titre de leurs mandats respectifs, compte tenu de la nécessité d'éviter les doubles emplois et chevauchements inutiles,

Notant que certaines violations des droits de l'homme visent spécifiquement ou principalement les femmes, et que le dépistage et le signalement de ces violations exigent une vigilance et une sensibilité particulières,

Notant également que les enfants et les membres d'autres groupes vulnérables sont fréquemment victimes d'infractions à leurs droits fondamentaux et méritent que l'on s'intéresse particulièrement à eux dans le cadre de l'établissement de rapports sur les violations des droits de l'homme,

1. *Félicite* les gouvernements qui ont invité les rapporteurs spéciaux, représentants, experts ou groupes de travail chargés de questions thématiques à se rendre dans leurs pays, et qui ont établi avec la Commission d'autres formes de coopération étroite au titre des procédures thématiques;
2. *Encourage* tous les gouvernements à coopérer avec la Commission dans le cadre des procédures thématiques pertinentes en :
 - a) Répondant sans retard indu aux demandes de renseignements qui leur sont adressées au titre des procédures thématiques, afin de permettre la bonne exécution des mandats régissant ces procédures;
 - b) Envisageant d'inviter les rapporteurs spéciaux, représentants, experts et groupes de travail chargés de questions thématiques à se rendre dans leur pays;
 - c) Envisageant des visites de suivi dans l'optique d'une mise en œuvre effective des recommandations émanant des procédures thématiques considérées;
3. *Invite* les gouvernements intéressés à étudier soigneusement les recommandations qui leur sont adressées au titre des procédures thématiques et à informer sans retard indu les mécanismes pertinents des progrès réalisés dans leur application;
4. *Invite* les organisations non gouvernementales à poursuivre et à renforcer leur coopération au titre des procédures thématiques et à s'assurer que la documentation fournie est aussi circonstanciée, concise et exacte que possible et entre bien dans le cadre du mandat de ces procédures;
5. *Prie* les rapporteurs spéciaux, représentants, experts et groupes de travail chargés de questions thématiques :
 - a) De formuler des recommandations aux fins de la prévention des violations des droits de l'homme dans le cadre de leurs mandats respectifs;
 - b) De suivre de près et d'indiquer, dans leurs rapports, les progrès réalisés par les gouvernements dans les enquêtes menées au titre de leurs mandats respectifs;

c) De continuer de coopérer étroitement avec les organes créés par traité compétents et les rapporteurs par pays;

d) D'affecter les ressources limitées à ce qui favorise au mieux l'exécution de leurs mandats;

e) De fournir des rapports concis et spécifiques au titre de leurs mandats spécifiques;

f) D'inclure, dans leurs rapports, les informations fournies par les gouvernements sur les mesures de suivi ainsi que leurs propres observations à ce sujet, notamment sur les problèmes qui se posent et sur les progrès accomplis, le cas échéant;

g) D'inclure régulièrement, dans leurs rapports, des données ventilées par sexe et d'examiner les caractéristiques et la pratique des violations des droits de l'homme relevant de leurs mandats, qui visent spécifiquement ou principalement les femmes, ou auxquelles celles-ci sont particulièrement exposées, de manière à assurer la protection effective de leurs droits fondamentaux;

h) D'examiner également, dans leurs rapports, les caractéristiques et la pratique des violations des droits de l'homme relevant de leurs mandats, qui visent expressément ou principalement les enfants, ou auxquelles ceux-ci sont particulièrement vulnérables, de manière à garantir la protection effective de leurs droits fondamentaux, et, si possible, d'y faire figurer aussi des données ventilées par âge;

6. *Prie également* les rapporteurs spéciaux, représentants, experts et groupes de travail chargés de questions thématiques d'inclure dans leurs rapports, s'il y a lieu, des observations sur les problèmes qui se posent en termes de réceptivité et sur les résultats des analyses afin de s'acquitter de leurs mandats avec une efficacité encore plus grande, et d'y faire figurer également des suggestions quant aux domaines où les gouvernements pourraient demander l'assistance appropriée par l'intermédiaire du programme de services consultatifs administré par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme;

7. *Prie* le Secrétaire général, compte tenu des recommandations issues des réunions des rapporteurs spéciaux, des représentants, des experts, des présidents des groupes de travail des procédures spéciales de la Commission des droits de l'homme et du programme des services

consultatifs ainsi que de la réunion conjointe des présidents des organes créés par traité, de convoquer d'autres réunions périodiques de ce type afin de permettre aux participants de continuer d'échanger des vues, d'établir entre eux une coopération et une coordination plus étroites dans le cadre de leurs mandats respectifs et de faire des recommandations visant à renforcer l'efficacité générale des procédures thématiques;

8. *Encourage* la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, notamment dans le contexte de l'évaluation quinquennale de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, à renforcer encore la coopération entre les rapporteurs spéciaux, les représentants, les experts, les membres et les présidents des groupes de travail de la Commission chargés de questions thématiques et d'autres organismes pertinents des Nations Unies, y compris les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, afin d'accroître leur efficacité grâce à une meilleure coordination entre les divers organismes, mécanismes et procédures, compte tenu de la nécessité d'éviter les doubles emplois et chevauchements inutiles des mandats et des tâches;

9. *Suggère* que les rapporteurs spéciaux, les représentants, les experts et les groupes de travail chargés des procédures spéciales de la Commission, agissant dans le cadre de leurs mandats, examinent les moyens de sensibiliser également le public aux droits de l'homme et à la situation particulière des individus, groupes et organes de la société qui s'emploient à promouvoir et à protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales;

10. *Prie* le Secrétaire général :

a) De publier chaque année – suffisamment tôt –, en étroite collaboration avec les rapporteurs spéciaux, représentants, experts et groupes de travail chargés de questions thématiques, leurs conclusions et recommandations, de manière que la mise en œuvre de celles-ci puisse faire l'objet de nouveaux débats lors de sessions ultérieures de la Commission;

b) De présenter chaque année, en annexe à l'ordre du jour provisoire annoté de la session de la Commission, une liste, avec indication des pays d'origine, de toutes les personnes exerçant un mandat au titre des procédures thématiques et d'examen par pays;

11. *Prie également* le Secrétaire général, dans l'exécution du budget de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal en cours, de veiller à l'ouverture des crédits nécessaires au Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour appuyer l'accomplissement effectif de tous les mandats à caractère thématique, y compris toutes les tâches supplémentaires qui pourraient être confiées par les organes compétents des Nations Unies aux rapporteurs spéciaux, représentants, experts et groupes de travail chargés de questions thématiques;

12. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question à sa cinquante-neuvième session.
